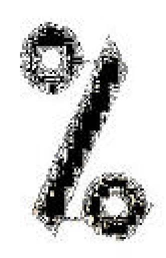
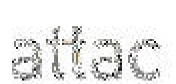




Numéro 14
Septembre 2000



LE GRAIN DE SABLE

journal@attac.org - http://attac.org – ATTAC – 9bis, rue de Valence – 75005 Paris
Ce mensuel à été écrit et mis au point par des membres de l'association à partir du site Internet.

UN NOUVEAU PRODUIT LIBERAL : LE PARE-CHÔMEURS

Veuillez tout d'abord m'excuser ce jeu de mots douteux dont le *Canard Enchaîné* ne voudrait pas… Si j'avais choisi de parler de ce Plan, c'est qu'il méritait toute notre attention et notre vigilance. Parce que derrière ce Plan d'Asservissement que ne Renierait pas l'ocdE se cache une entreprise de culpabilisation des chômeurs et de précarisation des salariés proprement scandaleuse. Sous proposition du Medef, l'accord a été signé à l'UNEDIC par la CFDT et la CFTC. Restait l'aval du gouvernement, pour un vote rapide et sans amendement ; emballez, c'est pesé ! Oui, mais non, nous ne sommes pas d'accord ! J'ai parlé de tout ceci assez récemment avec un très bon ami, qui se trouve être libéral (nobody is perfect…) ; ce genre de Plan a permis, selon ses dires, mais je n'avais nulle raison de ne pas le croire, de faire assez sérieusement chuter le chômage au Danemark. Mais bien entendu, tout était bénéfique pour les ex-chômeurs : bons boulots, formations et mises à niveau intéressantes, la panacée quoi ! Des lecteurs assidus de ce Plan ont fait remarquer que les côtés positifs pour les chômeurs (retrouver du travail) étaient abordés de manière évasive, contrairement à leurs contraintes en cas de refus, la dégressivité des aides qui, elles, sont appréhendées précisément et sans ambiguïtés. A l'instar des mobilisations au niveau mondial, on peut aussi réagir à ce qui se passe en France, n'est-ce pas ?

Emmanuel Chaudron

Cette page avait été écrite la première fois il y a quelques deux mois. Vous n'ignorez donc pas que le gouvernement n'a pas avalisé ce projet. Nous sommes donc tranquilles pour un petit moment. Néanmoins, nous devons nous attendre à une résurgence de tout ceci dans les prochains mois. Restons vigilants ! En attendant, vous pouvez vous rendre sur http://attac.org/fra/asso/doc/doc24.htm afin de vous informer sur le prochain sommet du FMI et de la Banque Mondiale à Prague, le 26 septembre 2000. C'est bientôt !

Si vous voulez lire un argumentaire complet sur le PARE, sous forme, comme aux tribunaux, de « Considérant » et d'« Attendus » ; si vous vous dites en plus que toute la CFDT ne doit pas être d'accord avec les allégeances de Mme Notat, et qu'il y a des personnes qui appellent à un vote des militants et responsables CFDT, alors ce texte est pour vous. Il est assez long, mais l'argumentaire est très intéressant.
http://atlas.attac.org/talk/msg06533.html

Les professionnels du spectacle, qui n'avaient pas besoin du PARE pour avoir un statut déjà assez précaire, nous ont retransmis leurs réactions face au PARE et, plus généralement, leurs conditions. Le site Web du « Regroupement des Compagnies » vous informera de leurs actions ; ce regroupement est basé à Lyon. Plus de renseignements à l'adresse suivante :
http://r.compagnie.free.fr/

L'appel général à signatures mentionné ci-dessus est à l'initiative de l'association AC ! avec l'aide de l'APEIS, la CGT- CHÔMEURS et MNCP. Il paraît en effet évident que le Plan les « intéresse » au plus haut point, ils ont donc réagi rapidement.
Vous pouvez vous procurer le texte en écrivant à mailto:avron@ras.eu.org , ou mailto:ac@ras.eu.org . Les signatures sont à renvoyer par fax au 01 43 73 00 03.
N'oublions pas en outre que c'est également la menace des Contrats à Durée Indéterminée, la privatisation du service public de l'emploi, la mobilité forcée, bref, que ça concerne chacun de nous.

Le groupe local Attac-Rhône avait organisé une réunion le 30 mai pour débattre de l'épargne salariale et de la refondation sociale. Suite à ceci, la décision a été prise d'organiser une manifestation publique commune sur ces thèmes à la rentrée de septembre.
Pour connaître l'évolution de ce projet, vous pouvez contacter le groupe local à mailto:attac69@attac.org , ou encore le coordinateur du groupe fonds de pension Attac-Rhône à mailto:pensions.rhone@attac.org

Autre sujet important dans les jours qui viennent : le procès à Millau des membres de la Confédération Paysanne (dont José Bové, bien entendu) qui ont osé saccager un grand restaurant simple et honnête, respectueux des conditions de travail : j'ai nommé le Mac Donald's de Millau. L'événement est de taille puisqu'il sera couvert par de nombreux journalistes américains, ce qui peut paraître suprenant au début quand on sait qu'ils se déplacent rarement ici, encore moins à Millau ; et puis finalement, ça n'est pas si surprenant car tout le monde ressent ce procès comme celui de la mondialisation et de ses excès incarnés ici par Mac Donald's ; Le groupe Midi Libre publiera en direct sur son site Web des images, interviewes et reportages. Alors connectez-vous ici même : http://www.midilibre.com/dossiers/bove/index.html

Ce procès commencera le 30 juin ; il sera largement couvert, comme je le soulignais précédemment. Mais entre les commentaires sur l'« archaïsme » de José Bové sur TF1, son attitude « poujadiste » que vous ne manquerez pas de lire dans *Le Point*, j'imagine, il y aura aussi la présence de l'équipe de *Charlie Hebdo*, grâce à laquelle José Bové et ses amis passeront pour ce qu'ils sont : de joyeux empêcheurs de la mondialisation financière de tourner en rond. Malheureusement, pas de site Web à vous proposer… A moins que je ne sois pas au courant ?

Après Toulouse et Nantes, peut-être Paris ? A la suite du succès de la Fête des Langues organisée par Nantes Est Une Fête, peut-être une fête similaire en octobre à Paris. Ecoutons le président de N.E.U.F à propos de cette fête : « […] Ne plus voir les immigrés comme des souffrants mais comme des porteurs de richesses à découvrir ». Voir le site de N.E.U.F : http://neuf.citeweb.net

LE GRAIN DE SABLE Ile de la Réunion

ATTAC Ile de la Réunion

Au cours de ses 18 mois d'existence, le groupe est passé de 10 à plus de 120 membres dont 2 communes sur les 24 que compte cette île située à 9 000 km de la métropole. 2 à 3 autres communes s'interrogent actuellement sur leur possible adhésion. Après avoir reçu Bernard CASSEN pour deux conférences publiques et organisé deux manifestations, le groupe a la ferme intention de soutenir localement José BOVE et ses dix co-inculpés pour le procès de Millau avant de le recevoir dans quelques mois. L'activité du groupe se structure également autour de groupes de travail dont celui Océan Indien qui a pour objectifs de recueillir les informations sur les effets de la mondialisation dans cette zone et de développer un réseau entre les organisations anti mondialistes de la région. Actuellement, des contacts ont déjà été noués avec l'île Maurice et Mayotte, d'autres sont prévus avec les Comores, les Seychelles et Madagascar. Ces actions nous permettent petit à petit de tisser un réseau de relations citoyennes dans les secteurs associatif, culturel et syndical de la zone et de découvrir les conséquences parfois cruelles de la mondialisation dans la zone Océan Indien et plus largement en Afrique. Contact : reunion@attac.org et voir le site : http://www.local.attac.org/reunion/

Ce journal a été écrit et mis au point par des membres de l'association à partir du site Internet

l'Océan Indien se mobilise aussi contre la mondialisation

la AWC contre l'OMC

Dans une lettre adressée à toutes les organisations signataires de la lettre ouverte à Mike MOORE, dont ATTAC Réunion, la AWC (All Workers Conference) détaille le contenu de l'action régionale symbolique qu'elle a menée à l'occasion de la venue de Mike MOORE, directeur général de l'OMC, au 5° sommet des chefs de l'état du COMESA, à Maurice, les 18 et 19 mai derniers[i]. Extraits :

SALUT A TOUS

… Le jeudi 18 à 10h du matin, quelques 40 militants de la AWC ont mené des actions symboliques dans le village côtier de Grand Baie (dont les murs étaient couverts d'affiches anti-OMC), où avait lieu le congrès du COMESA jusqu'au 19. Une délégation officielle de cinq représentants de la AWC est alors allée au centre même où se déroulait la conférence pour remettre la lettre commune au Secrétariat, lettre qui devait être transmise à Mike MOORE. Celui-ci se trouvait de fait dans la salle de conférences. La AWC a par la suite tenu une conférence de presse sur la plage, devant la presse nationale et internationale, pour expliquer le but de nos actions et l'importance de ce mouvement régional. Nous avons également pris part à des interviews avec la presse africaine et les représentants de presse officiels de l'OUA. Ces actions (avec photos et reportages) et la conférence de presse ont été rapportées en page une du plus grand quotidien, jeudi après-midi, tandis que l'intervention de Mike MOORE était reléguée en page 4, où elle faisait l'objet d'un court paragraphe.

Depuis le mardi, des affiches anti-OMC avaient été placardées dans la plupart des régions du pays. (…) Quelques jours auparavant une lettre d'avertissement avait été envoyée à Mike MOORE lui indiquant qu'il ne serait pas le bienvenu à Maurice. Mike MOORE, qui devait quitter le pays le 20 mai, l'a quitté ce même jeudi soir à 22h35 d'après le journal d'aujourd'hui (sans commentaire). Désormais ces défenseurs de la globalisation capitaliste, y compris notre propre classe dirigeante, sauront que partout dans le monde ils se heurteront à la résistance des travailleurs et des mouvements populaires. Cette très modeste petite action symbolique lancée par la AWC n'aurait pas été possible sans votre soutien à tous. Un merci tout particulier à nos proches voisins et camarades de la Réunion qui ont accompli un travail formidable pour rassembler les signatures.

Nous saisissons l'occasion pour exprimer notre profonde solidarité avec nos camarades du Malawi qui ont mené des actions similaires contre le FMI et ont subi la répression policière.

La semaine dernière, 3 à 4 millions de travailleurs ont fait grève contre les conséquences du néo-libéralisme en Afrique du Sud ; il a quelques jours, un mouvement de protestation contre le FMI a eu lieu au Malawi et maintenant à Maurice… c'est le début d'une nouvelle vague de résistance.

Salutations chaleureuses

Ashok Subron et Rajni Lallah, pour la AWC. Contact : lalmel@intnet.mu

Version complète en anglais et en français de la lettre ouverte de la AWC à Mike MOORE ainsi que la liste des signataires sur :
http://attac.org/fra/grou/doc/97-4/97-411.htm
http://attac.org/fra/grou/doc/97-4/97-412.htm

Les Iles africaines de l'Océan Indien



Vers la création d'une plate forme anti néolibérale et anti coloniale de l'Océan Indien : A l'invitation de la AWC, la coordonnatrice du groupe Océan Indien s'est rendue en avril dernier à Maurice pour assister à la dernière journée de la réunion du SAPSN (Southern AfricanPeople's Solidarity Network)[2] et à la 16° conférence organisée par la AWC[3]. Des contacts fructueux ont été pris.

En particulier, la AWC a proposé à ATTAC Réunion la création d'une plate forme Océan Indien contre le néolibéralisme et la recolonisation. Cette collaboration serait établie sur les bases de la plate forme d'ATTAC national et de la plate forme africaine d'ATTAC internationale en vue, notamment : de partager expériences et analyses sur les conséquences des politiques néolibérales et pro mondialistes sur des thèmes communs ; de développer des stratégies communes pour l'organisation d'actions de résistance et de protestation. Cette plate forme pourrait constituer une phase transitoire vers une intégration plus active d'ATTAC Réunion dans les mouvements africains.

Texte complet du rapport de mission sur : http://attac.org/fra/grou/doc/97-4/97-410.htm

ATTAC à Mayotte : A l'occasion de la venue d'un membre du groupe ATTAC Réunion à Mayotte, une rencontre a été organisée avec certains militants d'ATTAC qui désirent créer un groupe local. Actuellement, ce groupe, en voie de structuration, regroupe une douzaine de militants. Lors de cette rencontre, il a été décidé de développer les liens entre le groupe ATTAC Réunion et celui de Mayotte sur des thèmes de réflexions et des actions communes.

Contact : attac.mayotte@wanadoo.fr

Situation dramatique à Anjouan : L'île, qui a fait sécession en 1997 de la République Islamique des Comores et demandé à devenir une collectivité territoriale française comme Mayotte (refus français), est soumise depuis fin mars dernier à un embargo de l'OUA (Organisation de l'Unité Africaine), soutenu par la France, suite à son refus de l'arbitrage issu de la conférence de Tananarive. Ces restrictions entraînent une aggravation de la situation économique et sanitaire de l'île et des tentatives d'émigration vers Mayotte qui finissent souvent par la mort des migrants ou des expulsions par la police française. Cette situation a été notamment dénoncée par les Verts Réunion lors d'une conférence de presse en mai dernier. Contact : verts.reunion@voila.fr

A Marseille, les adversaires de la mondialisation libérale préparent “ L’autre sommet ”, pour un autre partenariat euro-méditerranéen

A Marseille, les 16 17 novembre prochains, se tiendra la quatrième conférence euro-méditerranéenne (dite de Barcelone IV) qui réunira les ministres, et peut-être les chefs d'Etats des pays partenaires. L’analyse de ce partenariat, des accords d'association bilatéraux déjà signés et de leurs premiers effets sur les sociétés des pays tiers partenaires, ont amené, lors du Sommet social alternatif (Genève, 22-25 juin 2000), différents acteurs des sociétés civiles de pays du pourtour méditerranéen à se rassembler autour d'un Appel pour les Rencontres euro-méditerranéennes contre la mondialisation libérale. Cette réunion se déroulera le 9 novembre à Marseille. Elle aura pour but de tirer une première analyse alternative, en dehors du cadre du Partenariat, du Partenariat lui-même, et d'esquisser les contours de premières propositions pour un partenariat juste et équitable. Les résultats des travaux feront l'objet d'un manifeste autour duquel se constituera une coordination pérenne de lutte contre le libéralisme sur le pourtour de la Méditerranée. Ces Rencontres seront suivies le 11 novembre par une manifestation de rue qui interpellera les responsables de l'Union européenne. L’appel de Genève : http://www.attac.org/euromed/index3_fr.html#assoc Pour participer aux Rencontres, écrire à secretariat.euromed@attac.org

Ce journal a été écrit et mis au point par des membres de l'association à partir du site Internet

L’autre Sommet

L’infâme pari des libre-échangistes européens

Lorsque nous avons commencé à nous préoccuper, à Marseille, de la conférence qui doit avoir lieu en novembre, nous avons été particulièrement frappés, parmi nos recherches, par un document provenant d’une institution anglaise nommée “ Wilton Park ”, lieu de rencontres informelles entre responsables internationaux devisant sur l’avenir de notre monde. C’était un compte-rendu d’une conférence tenue en novembre 1999 sur “ L'impact social du libre-échange dans la région euro-méditerranéenne ”.
Il y avait en effet de quoi s’inquiéter. Le but de cette conférence était le suivant : “ La conférence a eu pour but d'ouvrir le débat sur les incidences sociales éventuelles de la création d'une zone de libre-échange Euro-méditerranéenne et d'accentuer la prise de conscience de ces impacts, de faire naître des recommandations politiques sur les questions économiques et socio-politiques correspondantes, et de faciliter l'échange des informations et des expériences utiles. ”
Comment ces experts libéraux voient-ils les choses ? Pas en rose ! Ecoutons-les.
“ La création d'une zone de libre échange ne doit pas être vue comme une fin en soi, mais comme un moyen d'améliorer l'existence de tous les partenaires. Toutefois, pendant la période de transition, autrement dit, pendant la période d'ajustement économique, les sociétés les plus touchées risquent d'avoir un lourd tribut à payer*. La restructuration des économies intérieures et la libéralisation des économies méditerranéennes impliqueront des changements qui entraîneront presque assurément des fermetures d'entreprises et un rétrécissement des secteurs industriels indigènes, et peuvent impliquer, sur le court terme, de dures épreuves pour certains de ceux qui en seront touchés. Sur le plan social, si le peuple est amené à payer un prix trop lourd, la stabilité politique risque d'être mise en jeu, tandis que par ailleurs, une incidence négative sur la durabilité du processus de partenariat euro-méditerranéen peut se manifester. Bien que des choix difficiles devront être faits par les gouvernements immédiatement concernés, dans l'ensemble du partenariat, les décideurs politiques devront se concentrer sur des politiques sociales adéquates afin de gérer la transition. ”
Par la suite, nous avons retrouvé ce discours, sous différentes formes, sous la plume de la plupart des responsables et experts de l’Union européenne. Tout le monde sait que la généralisation du libre-échange à des économies très largement sous-développées a tous les risques de conduire à la catastrophe, en tous cas pour les populations concernées. Mais on martèle l’idée qu’il s’agit d’un “ pari ”, celui de mettre à niveau ces économies, et d’arriver à la “ prospérité partagée ”. Ce qui est sûr et reconnu, c’est un avenir de chômage, de misère, de dégradation de l’environnement, et de dépendance accrue. La prospérité, on verra plus tard… Les gens qui font ce pari ne risquent absolument rien, si ce n’est d’enrichir les multinationales européennes. Ce sont les populations du Sud qui risquent leur vie. Et l’absence de vie démocratique dans la plupart des pays du Sud et de l’Est de la Méditerranée interdit de penser une seule seconde que ce pari puisse découler d’un choix des sociétés concernées !
Compte-rendu intégral : http://www.wiltonpark.org.uk/conferences/getpage.html?reports/wp582report_french.html ou http://www.attac.org/euromed/plus/wilton_fr.html

“ L’industrie chypriote a dix ans d’avance : elle est ruinée ! ”

C’est dans ces termes que Stavros Tombazos, Directeur de recherches à l'Institut européen de Chypre, présente rapidement son pays. L'accord d'Union douanière de Chypre avec l'Union européenne date de 1987, et le pays a essuyé les plâtres de la politique européenne de libre-échange. Le résultat, selon les autorités locales est que cette politique “ a globalement fonctionné de manière disproportionnée en faveur de l'Union européenne ”. A partir de 1987, la balance commerciale de Chypre se détériore à un rythme accéléré pour atteindre un déficit annuel supérieur à un milliard de livres chypriotes depuis 1996. Le tourisme se développe largement : si en 1978, 214 000 touristes étaient arrivés à Chypre, ce chiffre est monté à 2 100 000 en 1995. “ A l'heure actuelle, explique l’auteur, il n'y a plus de plage exploitable sur laquelle n'est pas construit un hôtel. ” Et cela s’accompagne d’une déqualification du travail et d’une instabilité économique due aux aléas du tourisme dans une région de fortes tensions. Article intégral: http://www.attac.org/euromed/documents/chypre_fr.rtf

Qu’est-ce que le Partenariat euro-méditerranéen ?

En décembre 1995, les quinze pays de l'Union européenne et douze pays du pourtour de la Méditerranée se sont réunis à Barcelone pour jeter les bases d'un espace euro-méditerranéen. Ils ont mis en place un partenariat assis, pour l'essentiel, sur des accords bilatéraux d'association visant à instituer le libre-échange comme la condition de la paix et de la prospérité partagée dans la zone.
C’est bien la mise en place de la zone de libre-échange (ZLE) qui est au centre du partenariat. Il est la seule mesure concrète d’importance. La ZLE est à comparer avec d’autres du même type (Alena). Une analyse du partenariat : http://www.attac.org/euromed/documents/contrib_surdez.rtf Une analyse des accords bilatéraux : http://www.attac.org/euromed/documents/pays-par-pays_fr.rtf Une présentation par l’Union européenne http://www.attac.org/euromed/plus/process_fr.html Le texte officiel (Déclaration de Barcelone) : http://www.attac.org/euromed/plus/process_fr.html

L'autre Sommet. Passons à l'action

Mobilisation unitaire à Marseille

A Marseille, le Collectif unitaire " Le monde n'est pas une marchandise ", organisateur de la manifestation de novembre 1999 contre l'OMC et co-organisateur du meeting de juin 2000 avec José Bové et François Dufour, a décidé de s'associer à ce Sommet alternatif, et d'organiser une manifestation de rue le samedi 11/11 à Marseille, pendant qu'une manifestation similaire se déroulera au Maghreb.
Une cinquantaine d'organisations très diverses sont à ce jour (11/10/00) présentes dans le Collectif, représentant un éventail politique encore plus large que celui que nous avions réuni lors de nos précédentes initiatives.
Le tract unitaire marseillais : http://www.local.attac.org/13/calendrier/tract_000928.PDF

Le libre-échange peut-il permettre aux pays du Sud de se développer ?

Un même remède n'a pas du tout les mêmes effets sur des maux différents. Le niveau de développement des pays du Maghreb ou du Mashrek n'a rien à voir avec celui des pays européens, même avec les moins bien lotis. L'espérance de vie à la naissance, par exemple, est de 78 ans en France, 75 ans au Portugal, 67 ans au Maroc. Le taux d'alphabétisation : 99 % en France, 91 % au Portugal, 53 % en Egypte. Quant au Produit intérieur brut, il s'élève à 22 000 $ par habitant et par an pour la France, 14 300 $ pour le Portugal, 4 500 $ pour l'Algérie, 3 500 $ pour la Jordanie, soit une échelle de 1 à 7 entre les plus pauvres et les plus riches.
Avec l'ouverture des frontières les produits du Nord vont déferler au Sud, entraînant la ruine des industries locales. La Confédération générale des entreprises du Maroc estime que deux entreprises sur trois ne seront pas en mesure de tirer leur épingle du jeu. Pour autant, l'ouverture ne sera pas totale puisque sur les produits agricoles, là précisément où certains pays du Sud sont compétitifs, elle est différée et s'accompagnera de mesures restrictives telles que des plafonds quantitatifs ou des prix plancher. On voit bien par là qu'il y a deux poids deux mesures, et que ce partenariat est à destination des intérêts des multinationales européennes qui en seront les premières bénéficiaires.

Contribution sur le volet social : http://www.attac.org/euromed/documents/contrib_daumas.rtf

Le déroulement de " L'autre sommet "

Les organisations signataires de l'appel aux Rencontres travaillent depuis plusieurs mois sur différents aspects du partenariat euro-méditerranéen. Les partenaires du Sud se sont rencontrés les 7 et 8 octobre à Tunis pour faire le point sur leurs travaux respectifs et préparer une résolution finale qui sera amendée et adoptée à Marseille le 9 novembre.
Ce jour-là, plusieurs ateliers travailleront sur les conséquences du libre-échange en Méditerranée : agriculture, services publics (santé, éducation, …), privatisations et zones franches, dette, flux migratoires, eau-énergie, droits humains.
L'objectif est de commencer à proposer des alternatives au libre-échange pour le développement des pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée et de véritables coopérations bénéfiques aux peuples des deux rives.
Après l'adoption de la résolution finale, une grande soirée culturelle sera organisée, au cours de laquelle sera fait un compte-rendu synthétique des travaux de la journée.

L'affiche de " L'autre sommet " : http://www.attac.org/euromed/images/affiche-reduit.jpg

Manifestation le 11 novembre à Marseille

Interpeller les dirigeants de l'Union européenne et de tous les états partenaires, car les questions soulevées par la politique euro-méditerranéenne ne pourront trouver de réponse que par la mobilisation citoyenne. C'est l'objectif que se fixent les dizaines d'organisations, associations et syndicats qui appellent à manifester le samedi 11 novembre à Marseille.

Dès 11 heures, un accueil sera organisé sur le lieu de rassemblement de la manifestation. La population, ainsi que les manifestants venus d'autres régions (on attend des cars de Barcelone à Nice, en passant par Lyon) pourront s'informer sur le Partenariat euro-méditerranéen et rencontrer des délégations venues du Sud et du reste de l'Europe.

La manifestation partira de la Porte d'Aix (Métro Jules Guesde, arrivée de l'autoroute Nord) pour se diriger vers la Préfecture.

En savoir plus…

Le site Attac Euromed : http://www.attac.org/euromed/

Le site officiel de l'Union européenne : http://www.euromed.net/

Le calendrier marseillais

Jeudi 26/10/00 - 18 h 00 - Marseille (CRDP - 31, bd. d'Athènes - 13001)
Débats citoyens pour la Méditerranée
Troisième temps, "demain" : " La Méditerranée : état des ressources " (les conséquences à moyen terme du partenariat euro-méditerranéen, les enjeux de la Conférence de novembre à Marseille)

Jeudi 26/10/00 à 20 h 30 – Martigues (Salle Jacques Prévert)
En partenariat entre Attac et Ensemble Citoyens, réunion publique : "Le Partenariat euro-méditerranéen. Enjeux et mobilisation citoyenne "

Jeudi 2/11/00 - 18 h 30 - Marseille (Grand Amphi de la Faculté Saint-Charles - 13003)
Meeting avec des délégations étrangères, à l'appel du Collectif unitaire " Le monde n'est pas une marchandise ".

Jeudi 9/11/00 - 9 h 00 à 18 h 00 - Marseille
Rencontres euro-méditerranéennes contre la mondialisation libérale. Sur invitation.

Jeudi 9/11/00 – 20 h 30 – Marseille (Dock des Suds, rue Urbain V, 13002)
Soirée information et musique.

Samedi 11/11/00 – 15 h 30 – Marseille (Porte d'Aix) Accueil dès 11 h 00 sur place.
Manifestation

Tout le calendrier : http://www.local.attac.org/13/calendrier.html
Contact : marseille@attac.org

Ce que vous pouvez faire

Informer sur les enjeux du Partenariat euro-méditerranéen en diffusant le tract, l'appel, et le dossier à paraître dans le prochain " Lignes d'Attac "..

Participer aux Rencontres du 9 novembre si vous pensez que vos compétences peuvent être utiles dans le cadre des différents ateliers.

Participer à la prise en charge financière des voyages des représentants des organisations du Sud.